



Pour une politique européenne de la Suisse tournée vers l'avenir — renforcer la coopération et l'intégration

Les grands défis mondiaux ne peuvent être relevés que par la coopération internationale, ce qui rend indispensable une collaboration plus étroite de la Suisse avec l'UE (1). Dans ce contexte, le fait que le Conseil fédéral suisse ait récemment mené à bien les négociations avec la Commission européenne constitue un premier pas important (2).

1. L'UE, partenaire essentielle dans les défis du 21e siècle

Des défis mondiaux, tels que le changement climatique, les inégalités sociales croissantes et la montée des autocraties marquent notre époque. Ces évolutions sont encore aggravées par les tensions géopolitiques et notamment par la guerre en Ukraine. Dans cette situation complexe, une Europe démocratique, unie et capable d'agir revêt une importance décisive pour la Suisse également.

Une approche commune au sein de l'UE a fait ses preuves dans de nombreux domaines. Des progrès tels que la loi sur la chaîne d'approvisionnement, le « *Green Deal* », l'achat commun de doses de vaccin pendant la pandémie de COVID-19, les directives sur la protection des données, le pilier européen des droits sociaux ainsi que le renforcement des droits des travailleuses et des travailleurs dans le marché intérieur transfrontalier en sont la preuve. Pour la Suisse aussi, un ancrage européen approfondi est décisif pour pouvoir s'impliquer dans ce processus d'organisation politique, participer à l'élaboration de solutions aux problèmes globaux et défendre des valeurs basées sur les droits humains. La participation active à une Europe solidaire et démocratique renforce la marge de manœuvre et la capacité d'avenir de la Suisse. Pour le PS Suisse, il est donc clair que les relations de la Suisse avec l'UE doivent être stabilisées et développées au-delà des accords bilatéraux.

2. Premier pas vers la stabilisation des relations entre la Suisse et l'UE

Le PS se félicite que le Conseil fédéral soit parvenu à un accord politique avec la Commission européenne au terme d'intenses négociations. L'aboutissement des négociations sur la stabilisation et le développement du cadre contractuel bilatéral créé il y a 25 ans pour l'association sectorielle aux programmes de coopération de l'UE et à l'accès au marché intérieur marque un premier pas vers la consolidation des relations entre la Suisse et l'UE. Cet accord crée une base stable pour une plus grande sécurité juridique dans une coopération à long terme. Un lien approfondi avec l'UE n'est pas seulement une nécessité économique et politique, mais aussi un signe de solidarité internationale.

Nous examinerons en détail l'accord obtenu en matière de politique étrangère dès que le texte sera disponible. Il doit impérativement être accompagné de mesures de politique intérieure. Le PS évaluera dans leur ensemble les résultats des négociations avec la Commission européenne, c'est-à-dire les accords de politique extérieure et les mesures complémentaires de politique intérieure. Cet ensemble doit améliorer la qualité de vie des habitant-es de l'UE et de la Suisse et conduire à des améliorations, notamment en matière de protection des salaires et de service public.

Parvenir à un accord de politique intérieure en matière de politique européenne est une tâche prioritaire qui doit être mise en œuvre avec une détermination politique et un large soutien. Une coalition européenne unie au sein du Parlement fédéral est nécessaire pour mieux positionner la Suisse en tant que partenaire active dans une Europe démocratique et solidaire.